

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES ET DE SERVICES

FOURNITURE ET LA LIVRAISON DE REPAS COMPLETS EN LIAISON CHAUDE POUR LE COLLEGE DES TROIS-ILETS

Règlement de la Consultation

Date et heure limites de réception des offres

Le *Jeudi 23 juin 2015 à 12 Heures*

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME :

*COLLEGE DES TROIS-ILETS
Quartier la Pagerie
97229 TROIS-ILETS
Tél : 0596 66 05 37
Fax : 0596 66 07 31*

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

<u>ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</u>	<u>3</u>
<u>1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION</u>	<u>3</u>
<u>1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION</u>	<u>3</u>
<u>1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION</u>	<u>3</u>
<u>1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS</u>	<u>3</u>
<u>1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	<u>3</u>
<u>2.1 - DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION</u>	<u>3</u>
<u>2.2 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES</u>	<u>3</u>
<u>2.3 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT</u>	<u>4</u>
<u>2.4 – MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 7/ RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 8 : PROCEDURES DE RECOURS</u>	<u>7</u>

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la fourniture et la livraison de repas complets en liaison chaude pour le Collège des Trois-Ilets dans le cadre d'un Service de Restauration et d'Hébergement.

Lieu d'exécution : Collège des Trois-Ilets 97229 TROIS-ILETS

Les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande avec minimum et maximum définis en quantité.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

1.2 - Etendue de la consultation

La présente consultation est soumise aux dispositions des articles 28, 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

1.3 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

1.5 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

- 55523100-3 : Services de restauration scolaire

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

La prestation devra être exécutée sur une durée d'une année scolaire à compter du 1^{er} septembre 2016 au 31 août 2017 renouvelable sur décision expresse prise par le pouvoir adjudicateur notifiée avant le 30 juin du marché en cours, au maximum 2 fois, par période successive d'une année.

2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 40 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.3- Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et financées par le budget de l'Etablissement.

2.4 - Modifications de détail au dossier de consultation

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est aussi disponible sur le site de l'Etablissement à l'adresse suivante : www.clgdestroisilets.fr

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Pièces de la candidature :

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

- la lettre de candidature, établie au moyen de l'imprimé DC1
- la déclaration du candidat, établie au moyen de l'imprimé DC2.

Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.minefi.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Au regard des dispositions des articles 44, 48 à 51 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le candidat devra en particulier produire les pièces suivantes :

- Les renseignements concernant la situation juridique du candidat :
 - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
 - Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics;

- Les renseignements ou documents justificatifs concernant la capacité économique et financière du candidat :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique,
- Les renseignements ou documents concernant des capacités techniques et professionnelles du candidat:
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
 - Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;
 - Une attestation des services vétérinaires prouvant les capacités du candidat à exécuter le marché public
 - L'attestation d'assurance demandée à l'article 11 du CCP

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai **de 7 jours**.

Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.
- Un mémoire technique qui devra faire ressortir de façon claire, détaillée et précise, tous les moyens qui seront mis en œuvre pour la bonne exécution du marché, afin de satisfaire toutes les demandes spécifiques, en particulier, au vu des critères de jugement énoncés ci-dessus.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 55 à 64 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères relatifs à la candidature sont :

Garanties et capacités techniques et financières Capacités professionnelles

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- **Prix du repas : 50%**
- **Valeur technique : 50% :**
 - Qualité des menus : capacité à produire des repas conformes aux normes nutritionnelles et bien acceptés par les élèves (le candidat fournira des exemples de menus établis sur une période de 3 semaines) 25%
 - Variétés des menus 10%
 - Usage des produits locaux et produits de saison 15%

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant chiffré sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, l'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées pour le jugement des offres. C'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 7 jours.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

**LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON DE REPAS COMPLETS EN LIAISON CHAUDE
POUR LE COLLEGE DES TROIS-ILETS**

NE PAS OUVRIR

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence, et ce, à l'adresse suivante :

COLLEGE DES TROIS-ILETS

Quartier la Pagerie

97229 TROIS-ILETS

Le pli précité doit contenir respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre dont le contenu est défini au présent règlement de la consultation.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

Conformément à l'article 43 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, les candidats sont informés que les candidatures et les offres reçues (par pli déposé ou par avis de réception) hors délai seront éliminées.

Article 7 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

COLLEGE DES TROIS-ILETS
« MARCHE PUBLIC »
SERVICE DE GESTION »
Quartier La Pagerie
97229 TROIS-ILETS
Tél : 0596 66 05 37
Fax : 0596 66 07 31

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré le dossier.

Article 8 : Procédures de recours

Introduction des recours :

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :
Tribunal Administratif -12, rue du Citronnier – Plateau Fofo – cs17103 - 97271 SCHOELCHER cedex
E-mail : greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr
Tél. 05 96 71 66 67.
Fax 05 96 63 10 08.